R E P U B L I Q U E D U C A M E R O U N

PAIX - TRAVAIL - PATRIE



RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE 2016

CHAPITRE 11

CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT

VERSION FRANÇAISE

SOMMAIRE

	NOTE EXPLICATIVE	4
1.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES	5
1.1.	RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE	6
1.2.	PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE	7
1.3.	CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES	7
1.4.	AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2016	8
2.	ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES	9
2.1.	**PROGRAMME 136:** RENFORCEMENT DE LA PREVENTION DES ATTEINTES À LA FORTUNE PUBLIQUE	10
2.1.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	11
2.1.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	11
2.1.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2016	12
2.1.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2016	15
2.2.	**PROGRAMME 137:** INTENSIFICATION, DIVERSIFICATION DES AUDITS ET SYSTEMATISATION DE LA SANCTION A L'ENCONTRE DES GESTIONNAIRES INDELICATS	27
2.2.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	28
2.2.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	29
2.2.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2016	29
2.2.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2016	31
2.3.	**PROGRAMME 138:** PILOTAGE ET RENFORCEMENT DES CAPACITES OPERATIONNELLES DES SERVICES	36
2.3.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	37
2.3.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	38
2.3.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2016	38
2.3.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2016	41

3. BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES 56

3.1. RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE 57

3.2. LEÇONS APPRISES 60

3.3. PERSPECTIVES 60

NOTE EXPLICATIVE

Le 1er janvier 2013, le Cameroun a basculé dans un nouveau mode de gestion budgétaire : la budgétisation par programme. Cette dernière commande l'allocation de crédits budgétaires aux politiques publiques sur la base des programmes assortis d'objectifs et d'indicateurs de performance, lesquels sont structurés dans les Projets de Performance des administrations (PPA). Ces PPA sont rédigés annuellement par les ordonnateurs principaux du budget de l'Etat et annexés à la loi des finances. A la suite de leur mise en œuvre, les programmes font l'objet d'une évaluation, également annuelle, dans le cadre de l'élaboration des Rapports Annuels de Performance (RAP), annexés à la loi de règlement, conformément à l'article 22 alinéa 3 de la loi portant régime financier de l'Etat de 2007.

Les présents RAP 2016, qui marquent la quatrième année d'élaboration de cet important document de performance depuis l'avènement du budget programme, correspondent à l'évaluation des programmes votés par le Parlement dans la loi de finances 2016, au regard des engagements pris par les administrations par rapport à ces programmes dans le cadre des Projets de performance de cet exercice (PPA 2016).

En termes de méthodologie, les RAP rendent compte du niveau d'exécution financière des programmes, ainsi que des progrès réalisés par les administrations vers l'atteinte des objectifs fixés, avant de jeter les perspectives, sur la base d'un bilan stratégique, en vue de l'amélioration de la performance des programmes dans la poursuite de leur mise en œuvre.

Aussi le canevas de présentation des RAP de l'exercice 2016 se décline comme suit:

- Contexte de mise en œuvre des programmes en 2016;
- Etat de mise en œuvre pour le compte de l'exercice 2016 ;
- Bilan stratégique et perspectives.

1. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

La présentation du contexte du déploiement des services du Contrôle Supérieur de l'Etat nécessite le rappel de la synthèse stratégique de l'Institution avant d'en décliner les missions.

1.1. RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE

La stratégie des Services du Contrôle Supérieur de l'Etat s'inscrit dans le cadre de la politique nationale sous tendue par le***Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE)*** que**,** le Gouvernement de la République s'est engagé à mettre en œuvre ; lequel comporte, entre autres, une stratégie d'amélioration de la gouvernance et de la gestion de l'Etat.

La promotion de la gouvernance renvoie à une utilisation efficace et efficiente des différentes ressources disponibles. Ce qui a conduit à relever, dans ce domaine, les priorités nationales suivantes:

- la promotion de la transparence dans la gestion des affaires publiques ;
- la lutte contre la corruption, les détournements de deniers publics, le laxisme et les dysfonctionnements divers dans la vie publique au Cameroun.

Pour réduire considérablement la corruption et les détournements des fonds publics, le Gouvernement s'est engagé à intensifier les actions nécessaires pour combattre ces phénomènes, à travers le renforcement des mécanismes de lutte, dans une optique de promotion des synergies positives entre l'Exécutif et le Judiciaire. Les axes d'intervention du CONSUPE sont déclinés comme suit :

(1) la systématisation de la reddition des comptes ;

(2 la systématisation des sanctions à l'encontre des gestionnaires indélicats et la récupération des fonds ou biens détournés ;

(3) l'intensification des campagnes d'éducation et de sensibilisation des populations au sujet de l' exigence du respect des valeurs morales, de l'intérêt général et du bien public ainsi qu'une meilleure communication sur les actions déjà menées et les sanctions effectivement infligées aux personnes condamnées dans le cadre de la lutte contre les atteintes à la fortune publique;

(4) le renforcement des stratégies et des moyens d'action du Contrôle Supérieur de l'Etat.

Dans la perspective de l'assainissement des finances publiques au Cameroun, les actions du Gouvernement doivent être suivies et soutenues au quotidien par des institutions de contrôle et de surveillance de la bonne utilisation du bien public : idéal politique ayant sous tendu la mise en place et le renforcement des missions des Services du Contrôle Supérieur de l'Etat.

Il en découle de façon évidente, que les Services du Contrôle Supérieur de l'État sont appelés à jouer un rôle fondamental pour l'atteinte des objectifs globaux du DSCE.

1.2. PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE

1.3. CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES

De manière générale, dans l'optique de la mise en œuvre de la stratégie d'amélioration de la gouvernance et de la gestion de l'Etat, le Gouvernement de la République s'est engagé à intensifier la lutte contre la corruption et les détournements des deniers publics, et à promouvoir la transparence dans la gestion des affaires publiques.

De façon spécifique, les programmes du CONSUPE ont été exécutés dans un contexte marqué par l'insécurité transfrontalière dans la région de l'Extrême Nord. En effet, les équipes de mission d'audit programmées dans cette partie du territoire national ne s'y sont pas déployées.

Il convient également de relever que la mutation de l'environnement des finances publiques, due à la multiplication des organes de contrôle de la gestion des finances publiques, invite l'Institution Supérieure de contrôle des Finances publiques à adopter une approche préventive des risques pouvant découler de la méconnaissance des enjeux de la protection de la fortune publique.

Par ailleurs, la nouvelle stratégie nationale de la gouvernance (2016-2020) met un accent particulier sur l'intensification de la répression de la corruption et les atteintes à la fortune publique. Ce qui suppose :

· le renforcement de la coordination des Organes de Lutte Contre la Corruption et les Détournements des Deniers Publics

· l'application systématiquement de la chaine dénonciation, investigation, jugement, sanctions

· l'accroissement des moyens logistiques et techniques des Organes de Lutte Contre la Corruption et les Détournements des Deniers Publics.

Au demeurant, pour le compte de l'année 2016, le CONSUPE a exécuté trois programmes dont deux opérationnels et un support, qui se déclinaient ainsi qu'il suit :

s **Programme 136** : Renforcement de la prévention des atteintes à la fortune publique

s **Programme 137** :

s Intensification, Diversification des audits et systématisation de la sanction à l'encontre des gestionnaires indélicats

s **Programme 138** : Gouvernance et appui institutionnel des Services du Contrôle Supérieur de l'Etat.

1.4. AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2016

L’adoption de la stratégie Nationale de la Gouvernance (2016-2020), qui interpelle une fois de plus l’institution à intensifier les mesures concourant à la lutte contre les atteintes à la fortune publique reste le principal fait ayant caractérisé l’exercice budgétaire 2016 dans les Services du Contrôle Supérieur de l’Etat.

2. ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

2016

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.1. PROGRAMME 136

RENFORCEMENT DE LA PREVENTION DES ATTEINTES À LA FORTUNE PUBLIQUE

Responsable du programme

NDONG TOUNG Antoine

2.1.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

OBJECTIF	Réduire le nombre d'irrégularités dans la gestion de la fortune publique	
Indicateur	Intitulé:	Nombre d'Administration Publiques ayant internalisé les normes du contrôle interne
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence: Année de référence:	0.0 2016
	Valeur Cible Année cible:	10.0 2016
Indicateur	Intitulé:	Nombre d'Etablissements Publics, d'Entreprises Publiques et parapubliques ayant internalisé les normes du contrôle interne
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence: Année de référence:	0.0 2016
	Valeur Cible Année cible:	10.0 2016
Indicateur	Intitulé:	Nombre de Collectivités Territoriales Décentralisées ayant internalisé les normes du contrôle interne
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence: Année de référence:	0.0 2016
	Valeur Cible Année cible:	10.0 2016
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: SENSIBILISATION POPULAIRE AUX ENJEUX DE LA PROTECTION DE LA FORTUNE PUBLIQUE Action 02: RENFORCEMENT DES CAPACITES DES ACTEURS IMPLIQUES DANS LA GESTION ET VULGARISATION DES TEXTES NATIONAUX PORTANT SUR LA GESTION Action 03: RENFORCEMENT DE LA COOPERATION INTERNATIONALE ET DE LA PARTICIPATION CITOYENNE A LA PROTECTION DE LA FORTUNE PUBLIQUE Action 04: DYNAMISATION DU CONTROLE INTERNE DANS LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES ET PARAPUBLIQUES Action 05: VULGARISATION DES OUTILS DE CONTROLE ET DES MANUELS DE PROCEDURES	
DOTATIONS INITIALES	AE 444 040 000	CP 444 040 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	NDONG TOUNG Antoine,	

2.1.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le programme 136 consacré au renforcement de la prévention des atteintes à la fortune publique, a été exécuté dans un contexte marqué par la multiplication des organes de contrôle de la gestion des finances publiques. Ainsi, Conformément au texte organique, le CONSUPE a adopté une approche préventive des risques pouvant découler de la méconnaissance des enjeux de la protection de la fortune publique. C'est à ce titre qu'un forum international et des ateliers de formation et de renforcement des capacités ont été organisés aussi bien à l'intention des personnels internes qu'externes à l'ISC.

Concernant les activités de formation, l'organisation d'un forum international sur le thème « Nouveaux défis des Institutions Supérieures de Contrôle des Finances publiques en Afrique »

du 02 au 03 mars 2016, à Yaoundé, a connu la participation de plusieurs Institutions Supérieures de Contrôle des Finances Publiques, des partenaires bilatéraux et multilatéraux du Cameroun ainsi que quelques acteurs de la Société Civile.
A la suite de ce forum, nous pouvons également mentionner l'organisation des séminaires de formation sur les thématiques diverses et variées à l'intention des personnels techniques des Services du Contrôle Supérieur de l'Etat. Il est aussi à relever que le CONSUPE a animé un atelier de renforcement des capacités des personnels de la Communauté Urbaine de Douala.

2.1.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2016

Actions	Taux de réalisation financière	Taux de réalisation global
ACTION 01 : Sensibilisation populaire aux enjeux de la protection de la fortune publique.	**100%**	**98,98%**
ACTION 2 : Renforcement des capacités des acteurs impliqués dans la gestion et la vulgarisation des textes nationaux portant sur la gestion.	**90,69%**	
ACTION 3 : Renforcement de la coopération internationale et de la participation citoyenne à la protection de la fortune publique.	**100%**	
ACTION 4 : Dynamisation du contrôle interne dans les administrations publiques et parapubliques.	**100%**	
ACTION 5 : Vulgarisation des outils de contrôle et des manuels de procédure.	**99,35%**	

L'objectif de ce programme était de réduire le nombre d'irrégularités dans la gestion des finances publiques. Relativement aux domaines de compétence du CONSUPE, il fallait assurer d'une part l'encadrement technique, méthodologique et pédagogique en matière de contrôle et de vérification de la gestion de la fortune publique aux vérificateurs de l'ISC, et d'autre part outiller les structures de contrôle administratif et d'audit interne d'autres départements ministériels, des organismes publiques et parapubliques et des Collectivités Territoriales

Décentralisées, ainsi que des gestionnaires de crédits, sur les mécanismes de protection de la fortune publique. Dans le même ordre d'idées, la coopération internationale avec les autres Institutions Supérieure de Contrôle s'est avérée impérative voire capitale, en termes d'offres de formation émanant des organisations internationales dont font partie les Services du Contrôle Supérieur de l'Etat.

Au terme de l'exercice 2016, le Programme 136 a eu un taux de réalisation global de 98,98%. Ces réalisations obtenues dans le cadre de la mise en œuvre de chaque action se présentent comme suit :

- La sensibilisation aux enjeux de la protection de la fortune publique qui a eu un taux de réalisation de 100% ;
- Le renforcement des capacités des acteurs impliqués dans la gestion et la vulgarisation des textes nationaux portant sur la gestion a connu un taux de réalisation de 90,69% ;
- Le renforcement de la coopération internationale et de la participation citoyenne à la protection de la fortune publique : taux d'exécution 100% ;
- Dynamisation du contrôle interne dans les administrations publiques et parapubliques : taux d'exécution 100% ;
- Vulgarisation des outils de contrôle et des manuels de procédure : taux d'exécution 99,35%.

Analyse de la performance obtenue du Programme 136

Résultat technique obtenu (*au 31 décembre 2016*)	- 7/10 Administrations Publiques ayant internalisé les normes du Controle interne - 6/10 Etablissements Publiques Administratifs et entreprise du secteur public et parapublic ayant internalisé les normes du controle interne - 8/10 Collectivités Territoriales Decentralisées ayant internalisé les normes du controle interne	
Taux de réalisation de l'indicateur	Il convient de rappeler que l'indicateur de ce programme porte sur le nombre d'administrations produisant les informations complètes qui traduisent la bonne gestion de leurs administrations. A la date du 31 décembre 2016, seulement **21** administrations sur **30** attendues avaient déposé leurs rapports soit un taux de réalisation de **70%**	
Dotation de crédits révisés (*écarts = Dot. init – Dot rev.)*	AE : 269 857 482 Ecart AE : 174 182 518	CP : 269 857 482 Ecart CP : 174 182 518
Crédits consommés	AE : 267 117 484	CP : 267 117 484
Taux de consommation	**98,98%**	**98,98%**

Justification du résultat et de l'utilisation des ressources	Les circulaires successives portant Instructions relatives à l'exécution des Lois de Finances, au Suivi et au Contrôle de l'Exécution du budget de l'Etat, des Etablissements Publics Administratifs, des Collectivités Territoriales Décentralisées et des Autres Organismes subventionnés prévoient que chaque organe d'audit interne des différentes entités publiques doit transmettre aux Services du Contrôle Supérieur de l'Etat, son rapport d'activité sanctionnant la fin de l'exercice budgétaire. Au regard de cette exigence règlementaire, le CONSUPE n'a reçu au titre de l'exercice budgétaire 2016 que 21 rapports d'activités sur 30 prévus, malgré les multiples relance d'où un taux d'exécution de 70%. Toutes les ressources budgétaires mises à la disposition du programme 136 ont été affectées à la réalisation des activités mentionnées ci-dessus énumérées.
Perspectives	- Déploiement des équipes chargées de la collecte des rapports d'activités auprès des administrations qui n'ont pas transmis lesdits documents en 2016 ; - Poursuite des activités de formation et de renforcement des capacités des autres acteurs du dispositif de lutte contre les atteintes à la fortune publique ; - Organisation des sessions de formation au profit des ordonnateurs et gestionnaires des crédits ; - Organisation des formations dans les nouveaux domaines d'audit ; - Participation du Cameroun aux activités des Organismes Internationaux comme l'INTOSAI, l'AFROSAI, le CREFIAF ; - Signature des conventions avec le Projet d'Amélioration de Surveillance des Industries Extractives, l'Union Européenne, l'Institution Supérieure de Contrôle des Finances Publiques du Mali

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU		
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	80%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 269 857 482	CP 269 857 482
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 174 182 518	Ecart CP 174 182 518
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 267 117 484	CP 267 117 484
TAUX DE CONSOMMATION	98,98 %	98,98 %

2.1.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2016

<table>
<tr><th colspan="10">Cadre d’analyse de la performance de l’action 1</th></tr>
<tr><td colspan="10">ACTION 01 : ACTION 01 SENSIBILISATION AUX ENJEUX DE LA PROTECTION DE LA FORTUNE PUBLIQUE</td></tr>
<tr><td>OBJECTIF</td><td colspan="9">Impliquer les populations dans la lutte contre les atteintes à la fortune publique</td></tr>
<tr><td rowspan="7">INDICATEUR</td><td colspan="4">Intitulé :</td><td colspan="4">nombre de séminaires de sensibilisation organisé</td><td rowspan="7">Taux de réalisation technique : 100%</td></tr>
<tr><td colspan="4">Unité de mesure :</td><td colspan="4">nombre</td></tr>
<tr><td colspan="4">Année de référence :</td><td colspan="4">2016</td></tr>
<tr><td colspan="4">Valeur de référence :</td><td colspan="4">2</td></tr>
<tr><td colspan="4">Année cible :</td><td colspan="4">2016</td></tr>
<tr><td colspan="4">Valeur cible :</td><td colspan="4">2</td></tr>
<tr><td colspan="4">Réalisation exercice (Résultat technique) :</td><td colspan="4">100%</td></tr>
<tr><td rowspan="3">CREDITS</td><td colspan="2">Dotation Initiale</td><td colspan="2">Dotation Révisée</td><td colspan="2">Consommation</td><td colspan="2">Taux de réalisation financière</td></tr>
<tr><td>AE</td><td>CP</td><td>AE</td><td>CP</td><td>AE</td><td>CP</td><td>AE</td><td>CP</td></tr>
<tr><td>21 500 000</td><td>21 500 000</td><td>13 999 764</td><td>13 999 764</td><td>13 999 764</td><td>13 999 764</td><td>100%</td><td>100%</td></tr>
<tr><td>ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)</td><td colspan="9">L’organisation d’un forum international sur la protection de la fortune publique qui a connu la participation des Institutions Supérieures de Contrôle des Finances Publiques d’Afrique, des partenaires bilatéraux du Cameroun, des Institutions Internationales à l’instar de L’AFROSAI (Association des Instituts Supérieurs de Contrôle des Finances Publiques d’Afrique), du CREFIAF (Conseil Régional de Formation des Institutions Supérieures de Contrôle des Finances Publiques d’Afrique Francophone Sub Saharienne),les administrations publiques et para publiques, les Collectivités Territoriales Décentralisées ainsi que les Organisations Non Gouvernementales de la Société Civile.
la conférence de lancement des activités de certification des auditeurs internes du secteur public ;
Au terme de chaque forum, un rapport général d’atelier a été rédigé en mettant un point d’honneur sur les recommandations formulées.</td></tr>
</table>

CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION	La mise en œuvre de cette action a été marquée par le souci de renforcer les capacités des gestionnaires des fonds publics. En effet, lors des missions de contrôle il a été constaté que les gestionnaires accusaient de grosses lacunes dans la maitrise d'un certain nombre de textes et de principes de bonne gestion.
JUSTIFICATION DU RESULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	les activités sus évoquées ont connu la participation de près de 500 participants parmi lesquels les ordonnateurs et gestionnaires des crédits des administrations publiques, des entreprises du secteur public et parapublic ainsi que quelques exécutifs des collectivités territoriales décentralisées. Les extrants obtenus sont les rapports généraux d'ateliers
PERSPECTIVES	Nous envisageons poursuivre nos activités de sensibilisation des gestionnaires et ordonnateurs de crédit ainsi que les acteurs de la société civile.

Cadre d'analyse de la performance de l'action 2

<table>
<tr><td colspan="9">ACTION 2 : RENFORCEMENT DES CAPACITES DES ACTEURS IMPLIQUES DANS LA GESTION ET LA VULGARISATION DES TEXTES NATIONAUX PORTANT SUR LA GESTION.</td></tr>
<tr><td>OBJECTIF</td><td colspan="8">améliorer la qualité de la gestion des finances publiques</td></tr>
<tr><td rowspan="8">INDICATEUR</td><td colspan="3">Intitulé :</td><td colspan="3">nombre d'ateliers de renforcement des capacités organisés</td><td colspan="2" rowspan="8">Taux de réalisation technique :
100%</td></tr>
<tr><td colspan="3">Unité de mesure :</td><td colspan="3">nombre</td></tr>
<tr><td colspan="3">Année de référence :</td><td colspan="3">2016</td></tr>
<tr><td colspan="3">Valeur de référence :</td><td colspan="3">1</td></tr>
<tr><td colspan="3">Année cible :</td><td colspan="3">2016</td></tr>
<tr><td colspan="3">Valeur cible :</td><td colspan="3">2</td></tr>
<tr><td colspan="3">Réalisation exercice (Résultat technique) :</td><td colspan="3">100%</td></tr>
<tr><td colspan="9"></td></tr>
<tr><td rowspan="2">CREDITS</td><td colspan="2">Dotation Initiale</td><td colspan="2">Dotation Révisée</td><td colspan="2">Consommation</td><td colspan="2">Taux de réalisation financière</td></tr>
<tr><td>AE</td><td>CP</td><td>AE</td><td>CP</td><td>AE</td><td>CP</td><td>AE</td><td>CP</td></tr>
</table>

	125 000 000	125 000 000	16 539 919	16 539 919	14 999 921	14 999 921	90,68%	90,68%
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Dans le cadre de la réalisation de cette action, les activités suivantes ont été conduites : -Organisation d'un atelier de formation au profit des personnels de la Communauté Urbaine de Douala, portant sur l'initiation à l'audit de performance : phase de planification ; - rencontre avec les organisations de la société civile dans le cadre de la mise en place d'une plateforme d'échanges et de collaboration.							
CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION	La mise en œuvre de cette action s'est déroulée dans un contexte marquée par l'inadéquation entre les besoins, les charges et les ressources allouées.							
JUSTIFICATION DU RESULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Au niveau des résultats obtenus, nous pouvons relever que l'organisation de deux ateliers à l'intention des personnels des Inspections Générales Ministérielles et ceux de l'audit interne de la Communauté Urbaine de Douala a permis d'outiller les participants sur la planification d'un audit de performance d'une part et d'autre part sur les prémices d'une plateforme d'échanges et de collaboration avec les acteurs de la société civile Les extrants obtenus à l'issue de la mise en œuvre de cette action sont un rapport d'atelier et un répertoire des acteurs de la société civile en pointe dans le suivi des objectifs durables de développement							
PERSPECTIVES	Poursuite des activités inscrites dans le cadre de cette action et elle sera reformulée pour plus de clarté ainsi que son indicateur.							

Cadre d'analyse de la performance de l'action 3

ACTION 3 : RENFORCEMENT DE LA COOPERATION INTERNATIONALE ET DE LA PARTICIPATION CITOYENNE A LA PROTECTION DE LA FORTUNE PUBLIQUE			
OBJECTIF	Développer une synergie d'action avec les acteurs nationaux et internationaux dans la protection de la fortune publique		
INDICATEUR	Intitulé :	nombre de conventions signées	Taux de réalisation technique : 33%
	Unité de mesure :	Pourcentage	
	Année de référence :	2016	

	Valeur de référence :		0					
	Année cible :		2016					
	Valeur cible :		3					
	Réalisation exercice (Résultat technique) :		1					
CREDITS	Dotation Initiale		Dotation Révisée		Consommation		Taux de réalisation financière	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	32 040 000	32 040 000	23 131 995	23 131 995	23 131 995	23 131 995	100,00	100,00
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Dans l'implémentation des activités de cette action il convient de mentionner que le Cameroun a été retenu pour abriter le siège de l'Association des Institutions Supérieures de Contrôle des Finances Publiques (AFROSAI) pour un mandat de 9 ans renouvelable une fois. Dans l'accord signé, le CONSUPE abritera également le Secrétariat Général ainsi que la Direction Générale de cette Institution Internationale. Par ailleurs, l'ISC du Cameroun abrite également le Secrétariat Technique du CRI. En marge de cette appartenance à ces organisations internationales, le CONSUPE a participé à plusieurs modules de formation dans les divers domaines d'audit à l'étranger. il faut également souligner qu'au-delà de l'accord de siège signé, les conventions en cours d'exécution avec l'ANIF, l'ANTIC ont continué de produire les effets. La collaboration avec la justice s'est poursuivie à travers la transmission de certains dossiers au Tribunal Criminel Spécial. La transmission à la chambre des comptes des dossiers mettant en cause les comptables publics ; Quant aux autres acteurs du dispositif national de lutte contre les atteintes à la fortune publique que sont la CONAC et la Chambre des Comptes, les négociations se poursuivent pour la signature d'une plateforme d'échanges et de collaboration.							
CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION	La mise en œuvre de cette action s'est déroulée dans un contexte marqué par la volonté affichée des Services du Contrôle Supérieur de l'Etat de disposer d'une plate forme d'échanges et de collaboration avec les autres acteurs du dispositif national de lutte contre les atteintes à la fortune publique.							

JUSTIFICATION DU RESULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les résultats obtenus s'expliquent par la volonté affichée des Services du CONSUPE de disposer d'une plateforme d'échanges et de collaboration aussi bien avec ses partenaires nationaux qu'internationaux.
PERSPECTIVES	La poursuite des négociations pour la mise en œuvre d'une synergie d'action entre tous les acteurs du dispositif national de lutte contre les atteintes à la fortune publique. Toutefois pour plus de clarté, cette action a été reformulée ainsi que son indicateur.

Cadre d'analyse de la performance de l'action 4

ACTION 4 : Dynamisation du contrôle interne dans les administrations publiques et parapubliques								
OBJECTIF	améliorer la qualité de la gestion des finances publiques.							
INDICATEUR	Intitulé :		taux des rapports traduisant la bonne gestion				Taux de réalisation technique 50 %	
	Unité de mesure :		pourcentage					
	Année de référence :		2015					
	Valeur de référence :		0%					
	Année cible :		2016					
	Valeur cible :		30%					
	Réalisation exercice (Résultat technique) :		50%					
CREDITS	Dotation Initiale		Dotation Révisée		Consommation		Taux de réalisation financière	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	81 500 000	81 500 000	32 698 911	32 698 911	32 698 911	32 698 911	100%	100%

ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	-Organisation d'un atelier sur la méthodologie et les techniques de vérification à l'intention des Inspections Générales Ministérielles et les organes d'audit interne des entreprises du secteur public et parapublic ; -organisation d'un atelier de formation sur l'initiation à l'audit de performance : phase de la planification.
CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION	La mise en œuvre de cette action s'est située dans un contexte marqué de plus en plus par le souci de mettre en lumière le rôle primordial que les IGM sont appelés à jouer dans le renforcement de la prévention des atteintes à la fortune publique.
JUSTIFICATION DU RESULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les résultats moyens obtenus s'expliquent pour diverses raisons. -D'abord, malgré les dispositions règlementaires qui recommandent la transmission des rapports d'activités et des investigations des Inspections Générales Ministérielles au Contrôle Supérieur de l'Etat, très peu d'administrations se conforment à cette exigence. -Ensuite, les personnels des Inspections Générales Ministérielles ne disposent pas des atouts techniques nécessaires pour mener des audits en conformité avec les standards reconnus à la matière. Enfin, l'insuffisance des ressources budgétaires du CONSUPE constitue un handicap dans la mesure où l'Institution ne peut pas multiplier l'organisation des séminaires de renforcement des capacités des personnels des organes d'audit interne des entités publiques et parapubliques ainsi que les collectivités territoriales décentralisées.
PERSPECTIVES	Nous envisageons la reformulation de cette action ainsi que la relecture de son indicateur afin de mieux rendre compte de la performance réalisée.

Cadre d'analyse de la performance de l'action 5

ACTION 5 : Vulgarisation des outils de contrôle et des manuels de procédure			
OBJECTIF	améliorer le rendement des vérificateurs		
INDICATEUR	Intitulé :	pourcentage des rapports jugés conforme par le Comité d'audit	Taux de réalisation technique 100 %
	Unité de mesure :	pourcentage	
	Année de référence :	2016	
	Valeur de référence :	50%	

	Année cible :			2016				
	Valeur cible :			60%				
	Réalisation exercice (Résultat technique) :			100%				
CREDITS	Dotation Initiale		Dotation Révisée		Consommation		Taux de réalisation financière	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	184 000 000	184 000 000	183 486 893	183 486 893	182 286 893	182 286 893	99,35%	99,35%
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- organisation des ateliers de formation aux techniques de vérification; - organisation des ateliers de mise à jour au profit des anciens vérificateurs - organisation des ateliers de renforcement des capacités des jeunes recrues aux techniques de la rédaction administrative; - Organisation d'un atelier sur le job process ; - Organisation d'un atelier de formation sur les règles techniques et pratiques de la Rédaction administrative ; - Organisation d'un atelier sur la collecte et l'analyse des éléments probants ; - Formation sur l'évaluation du système de contrôle interne ; - Organisation des ateliers sur des thématiques spécifiques ; - Inscription de trois personnels de l'ISC au programme canadien audit d'investigation ; - Inscription de quatre personnels au programme de l'ISMP.							
CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION	La mise en œuvre de cette action s'est caractérisée par l'intensification des offres de formation dispensée aux personnels.							
JUSTIFICATION DU RESULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	toutes les activités sus évoquées ont été réalisées et sanctionnées par la production des rapports d'ateliers							

PERSPECTIVES	Poursuite des activités de formation et de renforcement des capacités des personnels et reformulation de l'indicateur de l'action dans le cadre de la revue des programmes 2017.

Action 01	SENSIBILISATION POPULAIRE AUX ENJEUX DE LA PROTECTION DE LA FORTUNE PUBLIQUE							
OBJECTIF	Développer la culture sociale favorable à la protection de la fortune publique							
Indicateur	Intitulé:	Nombre des séminaires de sensibilisation tenus					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2014						
	Valeur de référence:	0.0						
	Année cible:	2016						
	Valeur Cible	2.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	21 500 000	21 500 000	13 999 764	13 999 764				

Action 02	RENFORCEMENT DES CAPACITES DES ACTEURS IMPLIQUES DANS LA GESTION ET VULGARISATION DES TEXTES NATIONAUX PORTANT SUR LA GESTION							
OBJECTIF	Améliorer la qualité de la gestion des finances publiques							
Indicateur	Intitulé:	Nombre d'ateliers de renforcement des capacités tenus					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2014						
	Valeur de référence:	2.0						
	Année cible:	2016						
	Valeur Cible	2.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	125 000 000	125 000 000	16 539 919	16 539 919				

Action 03	RENFORCEMENT DE LA COOPERATION INTERNATIONALE ET DE LA PARTICIPATION CITOYENNE A LA PROTECTION DE LA FORTUNE PUBLIQUE							
OBJECTIF	Impliquer les populations et la communauté internationale dans la protection de la fortune publique							
Indicateur	Intitulé:	Nombre de conventions signées					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2014						
	Valeur de référence:	2.0						
	Année cible:	2016						
	Valeur Cible	3.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	32 040 000	32 040 000	23 131 995	23 131 995				

Action 04	DYNAMISATION DU CONTROLE INTERNE DANS LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES ET PARAPUBLIQUES							
OBJECTIF	Améliorer l'efficacité des contrôle interne dans les administrations							
Indicateur	Intitulé:	Pourcentage des rapports traduisant la bonne gestion					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2014						
	Valeur de référence:	10.0						
	Année cible:	2016						
	Valeur Cible	30.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	81 500 000	81 500 000	32 698 911	32 698 911				

Action 05	VULGARISATION DES OUTILS DE CONTROLE ET DES MANUELS DE PROCEDURES							
OBJECTIF	Améliorer le rendement des vérificateurs du CONSUPE							
Indicateur	Intitulé:	Pourcentage des rapports de mission jugés conformes par le comité de lecture					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2014						
	Valeur de référence:	50.0						
	Année cible:	2016						
	Valeur Cible	60.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	184 000 000	184 000 000	183 486 893	183 486 893				

2016
RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.2. PROGRAMME 137

INTENSIFICATION, DIVERSIFICATION DES AUDITS ET SYSTEMATISATION DE LA SANCTION A L'ENCONTRE DES GESTIONNAIRES INDELICATS

Responsable du programme

CHI ASAFOR Cornelius

2.2.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Tableau N° 1 ***: Performance planifiée du programme :***

Objectif	Réduire le risque de mal gouvernance et réparer les préjudices subis par l'Etat	
Indicateur n°1	**Intitulé :**	Nombre de rapports de mission programmé produits par an
	Unité de mesure :	nombre
	année de référence	2016
	Valeur de référence (année de référence) :	9
	année cible	2018
	Valeur cible (année cible) :	20
Indicateur n°2	**Intitulé :**	Taux de recouvrement
	Unité de mesure :	pourcentage
	année de référence	2016
	Valeur de référence (année de référence) :	*Inconnue
	année cible	2018
	Valeur cible (année cible) :	*inconnue
Déclinaison du programme (Liste des actions)	Action 01 : Intensification et diversification des audits Action 02 : Systématisation de la sanction à l'encontre des gestionnaires indélicats	
Moyens budgétisé (**dotations initiales**)	AE : 1 533 460 000 000	CP : 1 533 460 000
Contexte de mise en œuvre	le programme 137 consacré aux activités d'audit a été exécuté dans un contexte marqué par l'insécurité transfrontalière dans la région de l'Extrême Nord. En effet, les équipes de mission d'audit programmées dans cette partie du territoire national ne s'y sont pas déployées. Il convient de relever également que certaines missions spéciales prescrites par la Très Haute Hiérarchie ne sont pas souvent accompagnées des dotations budgétaires subséquentes.	

Responsable du Programme	M. **CHI ASFOR Cornélius, Inspecteur d'Etat, Auditeur Interne**

OBJECTIF	Réduire le risque de mal gouvernance et reparer les préjudices subis par l'Etat	
Indicateur	Intitulé:	Nombre de rapports de mission programmés produits par an
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence: Année de référence:	9.0 2011
	Valeur Cible Année cible:	20.0 2016
Indicateur	Intitulé:	Taux de recouvrement des amendes spéciales et les mises en débet
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence: Année de référence:	0.6399999856948853 2013
	Valeur Cible Année cible:	5.0 2016
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: INTENSIFICATION ET DIVERSIFICATION DES AUDITS Action 02: SYSTEMATISATION DES SANCTIONS A L'ENCONTRE DES GESTIONNAIRES INDELICATS	
DOTATIONS INITIALES	AE 1 533 460 000	CP 1 533 460 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	CHI ASAFOR Cornelius,	

2.2.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

La mise en œuvre de ce programme s'inscrit dans le prolongement de la ferme volonté des pouvoirs publics de mener une lutte acharnée contre les détournements des deniers publics. Cette option de l'action gouvernementale s'est concrétisée au niveau du CONSUPE par l'adoption de tout un programmé consacré à la reddition des comptes.

2.2.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2016

Actions	Taux de réalisation technique	Taux de réalisation global
ACTION 01 : intensification et diversification des audits	**100%**	**90%**
ACTION 02 : «systématisation des sanctions a l'encontre des gestionnaires indélicats»	**80%**	

Les actions prévues dans le cadre de ce programme 137 comprenaient l'intensification et la diversification des audits, et la systématisation des sanctions à l'encontre des gestionnaires indélicats.

De ce qui est de l'action d''intensification et diversification des audits, elle s'est traduite par la réalisation de 10 missions d'audit sur les 20 initialement prévues. Mais il importe de relever que les prévisions qui portaient sur le nombre de 20 ont été largement surévaluées du fait de la promesse de la révision à la hausse de l'enveloppe budgétaire du CONSUPE. En réalité le montant de 500 millions affectés aux missions d'audit a permis de déployer 9 équipes de mission sur le terrain.

S'agissant de la systématisation de la sanction à l'encontre des gestionnaires indélicats, le CONSUPE a tenue de 20 sessions du Conseil de Discipline et Budgétaire et Financière sur les 25 sessions programmées, soit un taux d'exécution de 80%

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU		
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR		
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 1 100 723 120	CP 1 100 723 120
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 432 736 880	Ecart CP 432 736 880
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 1 096 924 867	CP 1 096 924 867
TAUX DE CONSOMMATION	99,65 %	99,65 %

2.2.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2016

Tableau N° 3 : Cadre d'analyse de la performance de l'action 1

ACTION 01 : « INTENSIFICATION ET DIVERSIFICATION DES AUDITS »

OBJECTIF	Réduire le risque de mal gouvernance							
INDICATEUR	Intitulé :		nombre de rapports de mission produits				Taux de réalisation technique : 50%	
	Unité de mesure :		nombre					
	Année de référence :		2016					
	Valeur de référence :		10					
	Année cible :		2016					
	Valeur cible :		20					
	Réalisation exercice (Résultat technique) :		50%					
CREDITS	Dotation Initiale		Dotation Révisée		Consommation		Taux de réalisation financière	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 323 000 000	1 323 000 000	906 028 403	906 028 403	903 403 403	903 403 103	99,58%	99,58%
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- 10 missions d'audit effectuées sur 20 prévues pour 10 rapports produits. Les dossiers permanents de 10 entités ont été collectés sur 30 prévues en début d'année.							
CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION	les missions spéciales non programmées ont été instruites par le Président de la République et déployées sans que les ressources appropriées y soient affectées, impactant ainsi la réalisation optimale de celles initialement prévues.							

JUSTIFICATION DU RESULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	les résultats obtenus s'expliquent par le fait que seulement la moitié des crédits attendus dans le cadre du financement des activités d'audit a été affectée à ces activités. En effet dans les prévisions 20 équipes de missions devaient être déployées pour un milliard. Lors de la budgétisation, 500 millions ont été affectés aux activités d'audit pour 10 missions qui ont été effectuées. la collecte des dossiers permanents s'est réalisée auprès de 10 entités sur 30 prévues à cause de l'insuffisance des ressources budgétaires.
PERSPECTIVES	Il sera question également de revoir l'indicateur de cette action.

Tableau N° 4 : Cadre d'analyse de la performance de l'action 2

ACTION 02 : «SYSTEMATISATION DES SANCTIONS A L'ENCONTRE DES GESTIONNAIRES INDELICATS»

OBJECTIF	Réduire le risque de mal gouvernance							
INDICATEUR	Intitulé :		nombre de session du CDBF tenues				Taux de réalisation technique : 80%	
	Unité de mesure :		nombre					
	Année de référence :		2016					
	Valeur de référence :		20					
	Année cible :		2016					
	Valeur cible :		25					
	Réalisation exercice (Résultat technique) :		80%					
CREDITS	Dotation Initiale		Dotation Révisée		Consommation		Taux de réalisation financière	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	210 000 000	210 000 000	194 694 717	194 694 717	194 694 717	194 694 717	100%	100%

ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Sanctions de 35 gestionnaires indélicats ; - 11 personnes acquittées - Traduction de 95 gestionnaires devant le CDBF ; - Amendes et autres sanctions financières infligées aux gestionnaires indélicats d'un montant de 11 953 162 448 FCFA ; - Tenues de 20 sessions du CDBF sur 25 prévues ; - Défense des intérêts de l'Etat en Justice : 21 mémoires en réplique produits
CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION	Il ressort que les ressources allouées à la réalisation des activités de cette action se sont avérées très insuffisantes. Ce qui explique la tenue non complète des sessions du CDBF, le nombre réduit des missions de recoupement et la non exécution des activités de l'équipe mixte chargée du suivi de l'application des décisions du CDBF.
JUSTIFICATION DU RESULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	En termes d'extrants obtenus nous avons les décisions du CDBF infligeant des sanctions financières et administratives à certains gestionnaires.
PERSPECTIVES	- Traduction systématique devant le CDBF des gestionnaires indélicats ; - Adoption des indicateurs appropriés pour mieux traduire les résultats obtenus par cette action ; - Disponibilité, en quantité et à temps, des ressources nécessaires pour les sessions du CDBF prévues ; - Accroissement des ressources allouées à l'exécution des décisions rendues par le CDBF ; - Renforcement de la concertation/collaboration entre les structures impliquées dans l'application des sanctions rendues par cet organe interministériel;

Action 01 INTENSIFICATION ET DIVERSIFICATION DES AUDITS

OBJECTIF	Réduire le risque de mal gouvernance							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de rapports de mission produits				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		9.0					
	Année cible:		2016					
	Valeur Cible		20.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 323 460 000	1 323 460 000	906 028 403	906 028 403				

Action 02	SYSTEMATISATION DES SANCTIONS A L'ENCONTRE DES GESTIONNAIRES INDELICATS							
OBJECTIF	Réparer les préjudices subis par l'Etat							
Indicateur	Intitulé:	Nombre de sessions tenues					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2014						
	Valeur de référence:	23.0						
	Année cible:	2016						
	Valeur Cible	35.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	210 000 000	210 000 000	194 694 717	194 694 717				

2016

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.3. PROGRAMME 138

PILOTAGE ET RENFORCEMENT DES CAPACITES OPERATIONNELLES DES SERVICES

Responsable du programme

OKIE JOHNSON NDOH

2.3.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Objectif	Appuyer la mise en œuvre des programmes des Services du CONSUPE	
Indicateur	**Intitulé :**	Taux de consommation réelle des ressources financières
	Unité de mesure :	%
	Valeur de référence	96%
	Année de référence	2016
	Valeur cible	100%
	Année cible	2018
Déclinaison du programme (Liste des actions)	Action 01 : Mise en place d'un système d'information et de communication moderne Action 02 : Management des ressources humaines Action 03 : Rationalisation de la gestion des ressources matérielles et infrastructurelles Action 04 : Prospective, études techniques des programmes et projets Action 05 : Mise en place d'un système intégré de gestion des documents administratifs et des archives et de la bibliothèque Action 06 : Pilotage et coordination des services	
Moyens budgétisés	AE : **2 627 500 000**	CP : **2 627 500 000**
Responsable du programme	M. **OKIE Johnson NDOH Inspecteur, d'Etat,** Directeur des Affaires Générales	

OBJECTIF	Appuyer la mise en œuvre des programmes des Services du Contrôle supérieur de l'Etat	
Indicateur	Intitulé:	Taux de consommation réelle des ressources financières
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence: Année de référence:	96.55999755859375 2014
	Valeur Cible Année cible:	100.0 2016
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01:	MISE EN PLACE D'UN SYSTÈME D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION MODERNE
	Action 02:	MANAGEMENT DES RESSOURCES HUMAINES
	Action 03:	RATIONALISATION DE LA GESTION DES RESSOURCES MATERIELLES ET INFRASTRUCTURELLES
	Action 05:	PROSPECTIVE, ET DEVELOPPEMENT STRATEGIQUE DE L'ISC
	Action 06:	MISE EN PLACE D'UN SYSTEME INTEGRE DE GESTION DES DOCUMENTS ADMINISTRATIFS, DES ARCHIVES ET DE LA BIBLIOTHEQUE
	Action 07:	PILOTAGE ET COORDINATION DES SERVICES

DOTATIONS INITIALES	AE 2 627 500 000	CP 2 627 500 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	OKIE JOHNSON NDOH,	

2.3.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

La mise en œuvre du programme 138 des Services du Contrôle Supérieur de l'Etat s'est faite dans un contexte marqué par l'adoption d'une nouvelle stratégie nationale de la gouvernance (2016-2020) qui met un accent particulier sur l'intensification de la répression de la corruption et les atteintes à la fortune publique. Ce qui suppose :

· le renforcement de la coordination des Organes de Lutte Contre la Corruption et les Détournements des Deniers Publics

· l'application systématiquement de la chaine dénonciation, investigation, jugement, sanctions

· l'accroissement des moyens logistiques et techniques des Organes de Lutte Contre la Corruption et les Détournements des Deniers Publics.

2.3.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2016

Actions	Taux de réalisation technique	Taux de réalisation global
Action 01 : Mise en place d'un système d'information et de communication moderne	**43%**	**89%**
Action 02 : Management des ressources humaines	**100%**	
Action 03 : Rationalisation de la gestion des ressources matérielles et infrastructurelles	**90%**	
Action 04 : Prospective, études techniques des programmes et projets	**100%**	
Action 05 : mise en place d'un système intégré de gestion des documents administratifs, des archives et de la bibliothèque	**100%**	

Action 06 : Pilotage et coordination des services	**100%**	

L'objectif de ce programme était d'appuyer la mise en œuvre des programmes opérationnels de l'Institution. Pour mesurer l'atteinte de cet objectif, le taux d'exécution du plan de mise à disposition des ressources financières, a été retenu comme indicateur, avec pour cible 100% en 2016.

Au terme de l'année 2016, le taux de réalisation global du programme se situe à 96%. Cette situation se justifie par le fait que le projet d'acquisition des routeurs UTM FORTIGATE était tombé dans la forclusion. Toutefois la mise en place de ce programme s'est effectuée avec la réalisation des activités suivantes

- La mise en place d'un système d'information et de communication qui a eu un taux de réalisation de 95%
- Le management des ressources humaines qui a eu un taux de réalisation de 100%
- La rationalisation de la gestion des ressources matérielles et infrastructurelles connaît un taux de réalisation de 85%. Cette performance s'explique par le fait que cette action loge les Marchés Publics dont les montants des contrats ont été légèrement abaissés du fait du jeu de la concurrence.
- La Prospective, études techniques des programmes et projets qui a eu un taux de réalisation de 100%
- La mise en place d'un système intégré de gestion des documents administratifs, des archives et de la bibliothèque qui a eu un taux de réalisation de 96%
- Le pilotage et coordination des services qui a eu un taux de réalisation de 100%

ü **Analyse de la performance obtenue du Programme 138**

Résultat technique obtenu (*au 31 décembre 2015*)	**Le programme a obtenu un taux de réalisation de 96% son indicateur étant le taux de mise à disposition des ressources financières**	
Taux de réalisation de l'indicateur	**96%**	
Dotation de crédits révisés (*écarts = Dot. init – Dot rev.)*	AE : **3 096 511 398** Ecart AE : -469 011 398 (**2 627 500 000- 3 096 511 3**)	CP : **3 096 511 398** Ecart CP : -469 011 398 (**2 627 500 000- 3 096 511 3**)
Crédits consommés	AE : **3 092 695 331**	CP : **3 092 564 078**
Taux de consommation	99,87%	99,87%

Justification du résultat et de l'utilisation des ressources	Ce résultat se justifie par la forclusion d'un projet d'acquisition des routeurs UTM FORTIGATE. Il convient tout de même de relever que sur un plan technique la prestation avait été réceptionnée mais la procédure de paiement avait connu des retards d'où la forclusion.
Perspectives	- Poursuivre l'appui de la mise en œuvre des programmes du CONSUPE ; - Réviser les extrants de certains indicateurs du programme pour plus de pertinence ; - Ajout de nouvelles activités dans certaines actions pour une meilleure cohérence ; - Reformulation de certains indicateurs pour mieux rendre compte de l'action visée.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU		
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	96,0 %	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 3 096 511 398	CP 3 096 511 398
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE -469 011 398	Ecart CP -469 011 398
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 3 092 564 078	CP 3 092 564 078
TAUX DE CONSOMMATION	99,87 %	99,87 %

2.3.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2016

Cadre d'analyse de la performance de l'action 1

ACTION 01 : MISE EN PLACE D'UN SYSTEME D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION MODERNE

OBJECTIF	améliorer la qualité et la quantité de l'information et de la communication interne et externe		
	Intitulé :	Nombre de projets du système d'information et de communication de l'Institution mis en place	Taux de réalisation technique : 43% qui correspond à la contribution de la première année du triennat
	Unité de mesure :	nombre	
	Année de référence :	2016	
	Valeur de référence :	3	
	Année cible :	2018	
	Valeur cible :	7	
	Réalisation exercice (Résultat technique) :	150% en effet deux objectifs étaient visés en début d'année à savoir la révision du schéma directeur informatique et l'acquisition. En fin d'année il a été réalisé un autre objectif l'installation d'un réseau intra net	

	Dotation Initiale		Dotation Révisée		Consommation		Taux de réalisation financière	
CREDITS	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	111000000	111000000	142453457	142453457	138937853	138937853	97,53%	97,53%

ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)

- Acquisition des équipements de 13 micro-ordinateurs
- 7 imprimantes ;
- Installation d'un système de sécurisation des données (UTM FORTIGATE) ;
- 01 risographe

CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION	- Obsolescence du système d'antivirus client/serveur;
JUSTIFICATION DU RESULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	L'utilisation des ressources a permis l'acquisition des équipements informatiques, l'installation d'un système de sécurisation des données et l'adoption d'un nouveau schéma directeur
PERSPECTIVES	- Ajouter une nouvelle activité liée à la sécurisation des données ; - Redynamiser le comité de cyber sécurité ; - Planifier l'interconnexion des bâtiments abritant les services;

Cadre d'analyse de la performance de l'action 2

ACTION 2 : MANAGEMENT DES RESSOURCES HUMAINES					
OBJECTIF	Améliorer le rendement des personnels du CONSUPE				
INDICATEUR	Intitulé :	Délai moyen de traitement des dossiers		Taux de réalisation technique : 100%	
	Unité de mesure :	Nombre de jours			
	Année de référence :	2016			
	Valeur de référence :	4 jours			
	Année cible :	2018			
	Valeur cible :	2 jours			
	Réalisation exercice (Résultat technique) :	2 jours			
CREDITS	Dotation Initiale	Dotation Révisée	Consommation	Taux de réalisation financière	

	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	787800 000	787800 000	1 202 45 2 193	1 202 45 2 193	622 706 399	622 706 399	52%	52%
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Gestion des actes de carrière ; - Assainissement du fichier solde des personnels ; - Avancement des agents décisionnaires ; - Automatisation des avancements des personnels ; - Mise en œuvre du plan de formation continue.							
CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION	Cette action s'est déroulée dans un contexte marqué par l'absence de fluidité du réseau internet du CONSUPE. En plus les Services des personnels éprouvent des difficultés dans le traitement de certains actes au niveau de l'application SIGIPES à cause de l'absence de certains privilèges dans l'application, ce qui nécessite toujours le recours au MINFOPRA alors qu'on situe dans le cadre de la déconcentration de la gestion des carrières et de la solde.							
JUSTIFICATION DU RESULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	- Délais de traitement des dossiers raccourcis ; - Actes de carrière du personnel gérés sur site ; - Avancements des agents décisionnaires ; - Automatisation des avancements des personnels ; - Renforcement des capacités des personnels.							
PERSPECTIVES	- Poursuite de l'assainissement du fichier solde des personnels ; - Poursuite du traitement des actes de carrière et édition des actes de la solde : - Formation continue des personnels							

Le management des ressources humaines qui visait l'amélioration du rendement des personnels du CONSUPE en 2016 a été mis en œuvre dans un contexte caractérisé par l'absence de fluidité du réseau internet du CONSUPE. En plus les Services des personnels éprouvent des difficultés dans le traitement de certains actes au niveau de l'application SIGIPES à cause de l'absence de certains privilèges dans l'application, ce qui nécessite toujours le recours au MINFOPRA alors qu'on situe dans le cadre de la déconcentration de la gestion des carrières et de la solde.

L'indicateur de performance retenu pour cette action est le délai moyen de traitement des

dossiers.

Les réalisations majeures de cette action se trouvent dans la production des actes de carrières.

La réalisation de cette action prévoyait une autorisation d'engagement de 787 800 000 de FCA qui a été révisée à 1 202 452 193 FCFA Quant au crédit de payement, le montant de 622 706 399 francs a été effectivement consommé. Ce qui porte globalement le niveau de réalisation technique à 100% et le taux de réalisation financière à 52%.

En terme de perspective nous envisageons poursuivre l'assainissement du fichier solde des personnels, l'automatisation des avancements, le renforcement des capacités des personnels dans l'appropriation de l'application SIGIPES.

Cadre d'analyse de la performance de l'action 3				
ACTION 3 : RATIONALISATION DE LA GESTION DES RESSOURCES MATERIELLES ET INFRASTRUCTURELLES				
OBJECTIF	Améliorer les conditions de travail et le cadre de vie des personnels du CONSUPE			
INDICATEUR	Intitulé :	Pourcentage du personnel disposant des commodités standard de travail	Taux de réalisation technique : 50% Il convient de mentionner que ce résultat se justifie par le fait qu'à la fin de l'année 2016 80% sur la cible de 90% du triennat des personnels bénéficiait des commodités de travail	
	Unité de mesure :	%		
	Année de référence :	2016		
	Valeur de référence :	70%		
	Année cible :	2018		
	Valeur cible :	90%		
	Réalisation exercice (Résultat technique) :	100% . il est à souligner qu'en 2016 sur la cible de 90 % des personnels qui devait bénéficier des commodités de travail le résultat atteint est de 80% . il est passé de 70 à 80% soit une progression de 10%		

CREDITS	Dotation Initiale		Dotation Révisée		Consommation	Taux de réalisation financière		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	564 500 000	564 500 000	494 013 891	491 013 891	491 013 891	491 013 891	100%	100%
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Acquisition de mobilier de bureau pour les bâtiments A, B, C et D ; - Acquisition d'équipements de bureau ; - Extension du bâtiment A phase 3 ; - Aménagement du parking et des VRD ; - Acquisition des rayons métalliques pour archivage.							
CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION	La mise en œuvre de cette action survient dans un contexte caractérisé par la ferme volonté de la Hiérarchie du CONSUPE d'améliorer les conditions et le cadre de travail des personnels à travers l'extension des bâtiments pour plus de bureau et l'acquisition des équipements et mobiliers afin de donner plus de commodités.							
JUSTIFICATION DU RESULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les ressources affectées à la réalisation des activités prévues dans cette action ont permis d'acquérir , le mobilier et les équipements de bureau , la poursuite des travaux d'extension du bâtiment A , la réhabilitation du réseau de plomberie , l'aménagement du parking et des VRD.							
PERSPECTIVES	- Terminer la construction de l'extension du bâtiment « A » ; - Equiper entièrement ce nouveau bâtiment.							

Cadre d'analyse de la performance de l'action 4	
ACTION 4 : PROSPECTIVE, ETUDES TECHNIQUES DES PROGRAMMES ET DES PROJETS	
OBJECTIF	Améliorer la qualité des programmes et projets

<table>
<tr><td rowspan="7">INDICATEUR</td><td colspan="3">Intitulé :</td><td colspan="3">Nombre de documents de planification produits annuellement</td><td colspan="2" rowspan="7">Taux de réalisation technique :
100%</td></tr>
<tr><td colspan="3">Unité de mesure :</td><td colspan="3">Nombre</td></tr>
<tr><td colspan="3">Année de référence :</td><td colspan="3">2016</td></tr>
<tr><td colspan="3">Valeur de référence :</td><td colspan="3">7</td></tr>
<tr><td colspan="3">Année cible :</td><td colspan="3">2018</td></tr>
<tr><td colspan="3">Valeur cible :</td><td colspan="3">7</td></tr>
<tr><td colspan="3">Réalisation exercice (Résultat technique) :</td><td colspan="3">7</td></tr>
<tr><td rowspan="3">CREDITS</td><td colspan="2">Dotation Initiale</td><td colspan="2">Dotation Révisée</td><td colspan="2">Consommation</td><td colspan="2">Taux de réalisation financière</td></tr>
<tr><td>AE</td><td>CP</td><td>AE</td><td>CP</td><td>AE</td><td>CP</td><td>AE</td><td>CP</td></tr>
<tr><td>49 500 000</td><td>49 500 000</td><td>42 699 137</td><td>42 699 137</td><td>42 699 094</td><td>42 699 094</td><td>99,94%</td><td>99,94%</td></tr>
<tr><td>ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)</td><td colspan="8">Elaboration des documents de la préparation du budget :
- Revue des programmes 2016 ;
- CDMT 2016-2018 ;
- PPA 2016 ;
- RAP 2016 ;
- Référentiel Pré conférence ;
- Référentiel CIEP ;
- Référentiel Conférence Budgétaire</td></tr>
<tr><td>CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L’ACTION</td><td colspan="8">Cette action a été mise en œuvre dans un contexte marquée par le réajustement des documents de planification. En effet, les référentiels ont été ajoutés aux documents classiques.</td></tr>
</table>

JUSTIFICATION DU RESULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Tous les documents de la chaîne PPBS ont été élaborés.
PERSPECTIVES	il serait judicieux que l'élaboration du RAP de l'année n le soit à la fin de ladite année

Cadre d'analyse de la performance de l'action 5				
l'action 6 : mise en place d'un système intégré de gestion des documents administratifs, des archives et de la bibliothèque				
OBJECTIF	Améliorer la gestion des documents administratifs, des archives et de la bibliothèque			
INDICATEUR	Intitulé :	Disponibilité d'un système de gestion des documents administratifs, des archives et de la bibliothèque	Taux de réalisation technique : 0%	
	Unité de mesure :	nombre		
	Année de référence :	2016		
	Valeur de référence :	0		
	Année cible :	2016		
	Valeur cible :	1		

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">Réalisation exercice (Résultat technique) :</td><td colspan="2">0 en effet l’extrant attendu de l’action est le système de gestion des documents administratifs, des archives et de la bibliothèque. A date les activités suivantes ont déjà été réalisées :
-les travaux de l’étude de faisabilité
-l’élaboration du manuel de procédure</td><td colspan="2"></td><td></td></tr>
<tr><td rowspan="3">CREDITS</td><td colspan="2">Dotation Initiale</td><td colspan="2">Dotation Révisée</td><td>Consommation</td><td colspan="2">Taux de réalisation financière</td><td></td></tr>
<tr><td>AE</td><td>CP</td><td>AE</td><td>CP</td><td>AE</td><td>CP</td><td>AE</td><td>CP</td></tr>
<tr><td>47 000 000</td><td>47 000 000</td><td>56 685 120</td><td>56 685 120</td><td>56 685 120</td><td>56 685 120</td><td>100%</td><td>100%</td></tr>
<tr><td>ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)</td><td colspan="6">-acquisition des boites d’archives ;
-acquisition et installation des rayons métalliques</td><td></td></tr>
<tr><td>CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L’ACTION</td><td colspan="6">Cette action nouvelle a été mise en œuvre dans un contexte marqué par une gestion chaotique des archives.</td><td></td></tr>
<tr><td>JUSTIFICATION DU RESULTAT ET DE L’UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)</td><td colspan="6">Les ressources mises à la disposition de la réalisation des activités de cette action ont permis :
-l’acquisition des boites d’archives ;
-l’acquisition et installation des rayons métalliques</td><td></td></tr>
</table>

PERSPECTIVES	En guise de perspective, nous envisageons lancer en 2017 la rédaction du manuel de procédure portant sur la gestion des archives	

Cadre d'analyse de la performance de l'action 6							
l'action 7 Pilotage et coordination des services							
OBJECTIF	Assurer l'impulsion et le suivi de la mise en œuvre de la stratégie du CONSUPE						
INDICATEUR	Intitulé :		Fréquence des réunions de coordination	Taux de réalisation technique : 100%			
	Unité de mesure :		nombre				
	Année de référence :		2016				
	Valeur de référence :		1/mois				
	Année cible :		2018				
	Valeur cible :		12/an				
	Réalisation exercice (Résultat technique) :		12/an				
CREDITS	Dotation Initiale		Dotation Révisée		Consommation	Taux de réalisation financière	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE / CP
	1 067 700 000	1 067 700 000	1 158 207 600	1 158 207 600	1 157 683 898	1 157 552 645	99,94% / 99,94%
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Validation des plans d'action des structures du CONSUPE ; - Validation du cadre logique des programmes ; - Adoption de la feuille de route du CONSUPE - Evaluation des rapports d'activités ; - Evaluation courante du fonctionnement des services et des activités rattachées .						

CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION	Cette action a été réalisée dans un contexte marquée par la volonté affichée des Responsables du CONSUPE de consolider les acquis du budget programme et la réalisation des objectifs assignées à l'Institution par la Haute Hiérarchie.	
JUSTIFICATION DU RESULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Globalement, l'action a été exécutée de façon satisfaisante. Les diverses activités déployées ont permis à l'Institution d'atteindre un niveau acceptable de réalisation des objectifs à elle assignés.	
PERSPECTIVES	En terme de perspective le CONSUPE entend consolider d'avantage les acquis de la réforme budgétaire en programmant la tenue d'un séminaire d'appropriation des outils du budget programme	

Action 01 MISE EN PLACE D'UN SYSTÈME D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION MODERNE

OBJECTIF	Améliorer la qualité et la quantité de l'information et de la communication interne et externe							
Indicateur	Intitulé:	Nombre de projets du système d'information et de communication de l'Institution mis en place					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2014						
	Valeur de référence:	3.0						
	Année cible:	2016						
	Valeur Cible	7.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	111 000 000	111 000 000	142 453 457	142 453 457				

Action 02 MANAGEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

OBJECTIF	Améliorer le rendement des personnels du CONSUPE							
Indicateur	Intitulé:		Délai moyen de traitement des dossiers				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		j					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		4.0					
	Année cible:		2016					
	Valeur Cible		2.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	787 800 000	787 800 000	1 202 452 193	1 202 452 193				

Action 03	RATIONALISATION DE LA GESTION DES RESSOURCES MATERIELLES ET INFRASTRUCTURELLES							
OBJECTIF	Améliorer les conditions et le cadre de travail des personnels du CONSUPE							
Indicateur	Intitulé:	Taux du personnel disposant des commodités standard de travail					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2014						
	Valeur de référence:	70.0						
	Année cible:	2016						
	Valeur Cible	90.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	564 500 000	564 500 000	494 013 891	494 013 891				

Action 05 PROSPECTIVE, ET DEVELOPPEMENT STRATEGIQUE DE L'ISC

OBJECTIF	Améliorer la qualité des programmes et projets							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de documents de planification et de programmation produits				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		4.0					
	Année cible:		2016					
	Valeur Cible		7.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	49 500 000	49 500 000	42 699 137	42 699 137				

Action 06	MISE EN PLACE D'UN SYSTEME INTEGRE DE GESTION DES DOCUMENTS ADMINISTRATIFS, DES ARCHIVES ET DE LA BIBLIOTHEQUE							
OBJECTIF	Améliorer la gestion des documents administratifs, des archives et de la bibliothèque							
Indicateur	Intitulé:	Disponibilité d'un système de gestion des documents administratifs, des archives et de la bibliothèque					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2014						
	Valeur de référence:	0.0						
	Année cible:	2016						
	Valeur Cible	0.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	47 000 000	47 000 000	56 685 120	56 685 120				

Action 07 PILOTAGE ET COORDINATION DES SERVICES

OBJECTIF	Assurer l'impulsion et le suivi de la mise en œuvre de la stratégie du CONSUPE							
Indicateur	Intitulé:	Fréquence des réunions de coordination					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2014						
	Valeur de référence:	0.25						
	Année cible:	2016						
	Valeur Cible	1.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 067 700 000	1 067 700 000	1 158 207 600	1 158 207 600				

3. BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES

Le niveau de mise en œuvre du programme 136 en 2016 permet de procéder à un rapprochement des résultats obtenus avec l'objectif stratégique des Services du Contrôle Supérieur de l'Etat, de présenter les leçons tirées de l'expérience, et d'entrevoir les perspectives.

Dans l'ensemble, les procédés développés pour obtenir les résultats consignés dans le présent rapport, les démarches suivies pour acquérir les ressources utilisées et les difficultés rencontrées sont à la mesure des efforts encore à fournir pour atteindre le niveau de performance souhaité.

Le bilan de la mise en œuvre des programmes permet d'opérer un rapprochement des résultats obtenus avec l'objectif stratégique de l'Institution, mais aussi d'entrevoir des perspectives à court et à moyen terme, eu égard aux leçons apprises.

De manière générale, la quatrième année d'implémentation du budget programme aura permis non seulement au CONSUPE de prendre la pleine mesure des efforts à entreprendre pour s'arrimer à la reforme, mais aussi de consolider les acquis en terme d'outillage méthodologique. Par ailleurs, il convient de le rappeler que l'insuffisance des ressources financières allouées à l'Institution dans la mise en œuvre de ses programmes opérationnels, pourtant porteurs des indicateurs susceptible de mieux renseigner sur la performance, n'a pas permis la réalisation de toutes les activités prévues.

3.1. RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE

En référence à la répartition du travail gouvernemental, le CONSUPE s'est fixé pour objectif stratégique de « **promouvoir les pratiques de bonne gouvernance »** en appuyant le Gouvernement à parfaire la transparence, veiller à la reddition des comptes, maintenir la crédibilité de …, lutter contre les atteintes à la fortune publique et favoriser l'utilisation des ressources publiques de manière rentable et effective au profit des populations.

L'atteinte de ces objectifs nécessite la prise en compte des actions suivantes : la systématisation de la reddition des comptes, la systématisation des sanctions à l'encontre des gestionnaires indélicats, et le recouvrement des fonds mis en cause, l'intensification des campagnes d'éducation et de sensibilisation des populations sur les valeurs morales, l'intérêt général et le bien public, ainsi que le renforcement des stratégies et des moyens d'action du CONSUPE.

S'agissant du **renforcement de la prévention des atteintes à la fortune publique**, les résultats suivants ont été obtenus :

- organisation des ateliers de formation aux techniques de vérification;
- organisation des ateliers de mise à jour au profit des anciens vérificateurs
- organisation des ateliers de renforcement des capacités des jeunes recrues aux techniques de la rédaction administrative;

- Organisation d'un atelier sur le job process ;
- Organisation d'un atelier de formation sur les règles techniques et pratiques de la Rédaction administrative ;
- Organisation d'un atelier sur la collecte et l'analyse des éléments probants ;
- Formation sur l'évaluation du système de contrôle interne ;
- Organisation des ateliers sur des thématiques spécifiques ;
- Inscription de trois personnels de l'ISC au programme canadien audit d'investigation ;
- Inscription de quatre personnels au programme de l'ISMP.
- L'organisation d'un forum international sur la protection de la fortune publique qui a connu la participation des Institutions Supérieures de Contrôle des Finances Publiques d'Afrique, des partenaires bilatéraux du Cameroun, des Institutions Internationales à l'instar de L'AFROSAI (Association des Instituts Supérieurs de Contrôle des Finances Publiques d'Afrique), du CREFIAF (Conseil Régional de Formation des Institutions supérieures de Contrôle des Finances Publiques d'Afrique Francophone Sub Saharienne),les administrations publiques et para publiques, les Collectivités Territoriales Décentralisées ainsi que les Organisations Non Gouvernementales de la Société Civile.
- la conférence de lancement des activités de certification des auditeurs internes du secteur public ;

Au terme de chaque forum, un rapport général d'atelier a été rédigé en mettant un point d'honneur sur les recommandations formulées.

Concernant l'intensification, la diversification des audits et la systématisation des sanctions à l'encontre des gestionnaires indélicats les activités suivantes ont été réalisées :

- Sanctions de 35 gestionnaires indélicats ;
- 11 personnes acquittées
- Traduction de 95 gestionnaires devant le CDBF ;
- Amendes et autres sanctions financières infligées aux gestionnaires indélicats d'un montant de 11 953 162 448 FCFA ;
- Tenues de 20 sessions du CDBF sur 25 prévues ;

Quant au renforcement des stratégies et des moyens d'action du CONSUPE, il s'est traduit par :

- Acquisition de mobilier de bureau pour les bâtiments A, B, C et D ;
- Acquisition d'équipements de bureau ; En référence à la répartition du travail gouvernemental, le CONSUPE s'est fixé pour objectif stratégique de « **promouvoir les pratiques de bonne gouvernance »** en appuyant le Gouvernement à parfaire la transparence, veiller à la reddition des comptes, maintenir la crédibilité de …, lutter contre les atteintes à la fortune publique et favoriser l'utilisation des ressources publiques de manière rentable et effective au profit des populations.

L'atteinte de ces objectifs nécessite la prise en compte des actions suivantes : la systématisation de la reddition des comptes, la systématisation des sanctions à l'encontre des

gestionnaires indélicats, et le recouvrement des fonds mis en cause, l'intensification des campagnes d'éducation et de sensibilisation des populations sur les valeurs morales, l'intérêt général et le bien public, ainsi que le renforcement des stratégies et des moyens d'action du CONSUPE.

S'agissant du **renforcement de la prévention des atteintes à la fortune publique**, les résultats suivants ont été obtenus :

- organisation des ateliers de formation aux techniques de vérification;
- organisation des ateliers de mise à jour au profit des anciens vérificateurs
- organisation des ateliers de renforcement des capacités des jeunes recrues aux techniques de la rédaction administrative;
- Organisation d'un atelier sur le job process ;
- Organisation d'un atelier de formation sur les règles techniques et pratiques de la Rédaction administrative ;
- Organisation d'un atelier sur la collecte et l'analyse des éléments probants ;
- Formation sur l'évaluation du système de contrôle interne ;
- Organisation des ateliers sur des thématiques spécifiques ;
- Inscription de trois personnels de l'ISC au programme canadien audit d'investigation ;
- Inscription de quatre personnels au programme de l'ISMP.
- L'organisation d'un forum international sur la protection de la fortune publique qui a connu la participation des Institutions Supérieures de Contrôle des Finances Publiques d'Afrique, des partenaires bilatéraux du Cameroun, des Institutions Internationales à l'instar de L'AFROSAI (Association des Instituts Supérieurs de Contrôle des Finances Publiques d'Afrique), du CREFIAF (Conseil Régional de Formation des Institutions supérieures de Contrôle des Finances Publiques d'Afrique Francophone Sub Saharienne),les administrations publiques et para publiques, les Collectivités Territoriales Décentralisées ainsi que les Organisations Non Gouvernementales de la Société Civile.
- la conférence de lancement des activités de certification des auditeurs internes du secteur public ;

Au terme de chaque forum, un rapport général d'atelier a été rédigé en mettant un point d'honneur sur les recommandations formulées.

Concernant l'intensification, la diversification des audits et la systématisation des sanctions à l'encontre des gestionnaires indélicats les activités suivantes ont été réalisées :

- Sanctions de 35 gestionnaires indélicats ;
- 11 personnes acquittées
- Traduction de 95 gestionnaires devant le CDBF ;
- Amendes et autres sanctions financières infligées aux gestionnaires indélicats d'un montant de 11 953 162 448 FCFA ;
- Tenues de 20 sessions du CDBF sur 25 prévues ;

Quant au renforcement des stratégies et des moyens d'action du CONSUPE, il s'est traduit par :

- Acquisition de mobilier de bureau pour les bâtiments A, B, C et D ;
- Acquisition d'équipements de bureau ;
- Extension du bâtiment A phase 3 ;
- Aménagement du parking et des VRD ;
- Acquisition des rayons métalliques pour archivage ;
- Acquisition des équipements informatiques ;
- L'élaboration des documents de planification ;
- La validation des plans d'action ;
- La validation du cadre logique des programmes ;
- La validation des rapports d'activités ;
- L'adoption de la Feuille de route du CONSU
- Extension du bâtiment A phase 3 ;
- Aménagement du parking et des VRD ;
- Acquisition des rayons métalliques pour archivage ;
- Acquisition des équipements informatiques ;
- L'élaboration des documents de planification ;
- La validation des plans d'action ;
- La validation du cadre logique des programmes ;
- La validation des rapports d'activités ;
- L'adoption de la Feuille de route du CONSUPE.

3.2. LEÇONS APPRISES

Il est impératif d'observer un maximum de cohérence dans la formulation des objectifs, des actions, des résultats attendus, des indicateurs, des références et des cibles à l'intérieur de chaque programme pour permettre l'évaluation méthodique et rigoureuse des progrès réalisés. Par ailleurs, le budget programme, est une construction permanente et les aménagements des programmes sont toujours nécessaires, afin de les adapter aux mutations que connaissent les chapitres budgétaires concernés.

3.3. PERSPECTIVES 2017

En guise de projections et dans le constant souci d'améliorer les performances du CONSUPE, nous envisageons entreprendre les actions suivantes : reformuler les le libellé de certaines actions, et indicateurs pour une meilleure lisibilité des actions à entreprendre en 2016 ;

- coordonner les actions du programme et les activités par action, pour améliorer les résultats attendus ;
- renforcer la concertation entre les structures concernées, pour accroitre le taux d'exécution des sanctions du CDBF ;

- coordonner les actions des programmes et les activités des actions, pour améliorer les résultats de chaque programme ;
- envisager la mise en place d'un système de collecte des données statistiques permettant de renseigner aisément les indicateurs.